

III

LES ALLEMANDS ÉTAIENT-ILS
TOUS NAZIS ?

Qu'on le qualifie de réactionnaire ou de révolutionnaire, le nazisme fut un phénomène de masses. L'Europe avait vu se mobiliser au cours du siècle précédent de vastes foules, mais c'était derrière les drapeaux de la liberté politique, de l'égalité sociale ou de l'indépendance nationale. Au lendemain du premier conflit mondial, en Italie d'abord, en Allemagne ensuite, c'est un autre spectacle qui s'offre : celui de millions de personnes se ralliant à un homme qui proclame sa volonté d'instaurer la dictature sur les ruines de la démocratie. Hitler, il est vrai, ne fut pas porté au pouvoir par la majorité du peuple allemand. Mais sans les succès électoraux qu'il avait remportés et sans le poids des masses enrôlées dans son parti, il n'aurait jamais été appelé à la chancellerie par Hindenburg.

Les contemporains ne manquèrent pas de s'interroger sur l'identité de ces hommes et de ces femmes qui s'en allaient gonfler la vague brune. Leur jugement, rapidement fixé, devait connaître une postérité durable. Les nazis ? Des petits bourgeois en colère, les victimes d'une véritable « panique¹² » dans ces classes moyennes qui passent depuis pour les fourriers du populisme d'extrême droite. Le nazisme serait un « extrémisme du centre¹³ », le mode d'expression politique de couches sociales en crise.

Artisans, commerçants, fermiers, mais aussi employés et fonctionnaires, ce sont autant de catégories coincées entre la bourgeoisie nantie et les ouvriers coalisés, et exposées à une menace de prolétarianisation rendue plus aiguë que jamais par la crise économique. Révoltées contre un État insensible à leur sort et impuissant face à la menace marxiste, déçues par les forces conservatrices traditionnelles, elles auraient été, en somme, une proie toute désignée pour un parti comme le parti nazi, dont le discours faisait un si large écho à leurs griefs et à leurs ressentiments.

Encore ne faudrait-il pas oublier que ce parti refusait précisément de se donner pour le porte-parole exclusif des classes moyennes. Sa prétention la plus constamment affichée était de rassembler le peuple allemand tout entier ; son objectif, de créer une *Volksgemeinschaft*,

une communauté nationale unie et homogène, délivrée des antagonismes de classes nourris par le libéralisme et le marxisme. Il se présentait d'ailleurs comme une anticipation de cette communauté à venir en proclamant que, dans ses rangs, l'ouvrier côtoyait le patron, le professeur, le journalier, le fonctionnaire, l'artisan et le commerçant. Et il est vrai que le parti nazi déploya des efforts persistants pour recruter dans tous les milieux socioprofessionnels, pour ne pas être un parti d'intérêts ou celui d'une classe.

Alors, le NSDAP était-il un parti des classes moyennes, comme le pensaient les observateurs contemporains, ou un parti du peuple tout entier, comme le prétendait Hitler ? Les historiens ont longtemps adopté sans réserve la première position. Depuis les années 1980, un revirement s'est produit sous l'influence de travaux qui ont mis à profit, avec toute la rigueur souhaitable, une base documentaire exceptionnellement riche. À la différence du parti fasciste italien, le parti nazi a participé à de nombreuses élections, dont les résultats peuvent être soumis aux techniques de l'analyse électorale ; en outre, ses archives ont, par chance, survécu, avec les dossiers de ses 8,5 millions de membres. Des études menées se dégagent un bilan qui, sans renverser les conclusions communément admises, les nuance sérieusement.

Négligeable en 1928, puisqu'il recueille cette année-là 2,6 % des suffrages exprimés, le parti nazi connaît avec la crise une foudroyante progression : 18,3 % en septembre 1930, 37,3 % en juillet 1932, 43,9 % en mars 1933. Pour se hisser de 800 000 à 17,5 millions de voix, il lui a fallu pêcher massivement dans les eaux de la concurrence, avec un succès d'ailleurs inégal. Parallèlement à son essor se produit l'effondrement bien connu des partis dits « bourgeois », les deux formations libérales du centre (DVP – Deutsche Volkspartei –, DDP – Deutsche Demokratische Partei) et le parti nationaliste de droite (DNVP – Deutschnationalen Volkspartei), dont le pourcentage cumulé passe de 27,8 % en 1928 à 8,1 % en juillet 1932.

En revanche, le parti catholique du Centre (Zentrum) montre une remarquable stabilité à 15 % des suffrages. Le parti social-

démocrate (SPD – Sozialdemokratische Partei Deutschlands), lui, recule sensiblement, de 30 % en 1928 à 20 % en novembre 1932, tandis que dans le même temps le vote communiste passe de 10,6 à 16,9 %. La pénétration nazie rencontre donc de sérieux mûles de résistance dans les milieux ouvrier et catholique, qui constituaient deux sous-cultures à l'identité fortement marquée depuis que Bismarck s'en était pris à eux en interdisant la social-démocratie et en persécutant l'Église catholique.

Ces évolutions globales, soulignées et commentées par les contemporains, doivent être interprétées avec quelque prudence. Le vote des 3,5 millions de jeunes électeurs apparus entre 1928 et 1932 constitue un facteur indéterminé, dans la mesure où il n'est pas possible de vérifier empiriquement s'il a, comme on le dit souvent, bénéficié essentiellement au parti nazi.

Dans tous les cas, les mouvements de l'électorat ont certainement été plus complexes que ne le suggèrent les apparences. Selon une analyse récente, l'augmentation du score nazi entre 1928 et 1930 serait due pour moitié seulement au ralliement d'anciens électeurs des partis conservateurs ; il faudrait y ajouter l'apport, pour 20 %, d'ex-abstentionnistes, mais aussi celui de transfuges du parti social-démocrate, du Centre et du Parti catholique bavarois (BVP) à raison de 10 % pour chacun. En juillet 1932, un ancien électeur des partis bourgeois sur deux apporte son suffrage au parti nazi, mais le SPD perd probablement, lui aussi, au profit des nazis, un sur sept de ses électeurs de 1930¹⁴.

En outre, si le parti nazi perce incontestablement en milieu protestant, il ne s'ensuit pas que seuls les protestants aient voté pour lui. D'une élection à l'autre, on observe d'ailleurs que l'isolement catholique tend à s'atténuer. En mars 1933, un électeur sur deux vote nazi dans les régions protestantes, mais un sur trois en fait autant dans les régions catholiques. Selon toute probabilité, sur les 17 millions d'électeurs nazis de mars 1933, 4 millions étaient catholiques. Quant au poids des campagnes, s'il est vrai que les nazis obtiennent des scores plus élevés dans les petites communes que dans les grandes villes, l'écart est modeste et ne devrait pas

occulter un fait plus important, à savoir que le parti nazi était le parti allemand avec l'électorat le mieux distribué entre les différentes tailles de communes.

Les données disponibles sur la composition de cet électorat invitent également à se détourner des jugements schématiques. Loin d'être le produit d'une prédestination sociale, le vote nazi résulte d'un faisceau de facteurs, parmi lesquels l'éventail des thèmes de propagande, les tensions et les traditions locales, enfin les alternatives politiques existantes tiennent une place majeure. Aussi bien sa base sociale s'est-elle modifiée au fil des années, comme le montrent des études utilisant l'analyse électorale pour cerner l'affinité tendancielle des diverses catégories socioprofessionnelles¹⁵.

Il est d'abord une opinion commune que l'examen ne vérifie pas. Les chômeurs ne furent pas à la base du succès nazi ; le NSDAP fait ses moins bons scores dans les régions à haut taux de chômage, tandis que le parti communiste y connaît un succès certain.

Les anciennes classes moyennes (artisans, commerçants, paysans) constituent bien, et ce n'est pas une surprise, le noyau de l'électorat nazi. La corrélation artisans-commerçants et vote nazi est marquée depuis 1924, et elle s'accroît après 1930. En revanche, la corrélation paysans et vote nazi est marginale dans les années 1920 et ne s'affirme qu'avec la crise qui permet aux nazis de prendre la relève des partis conservateurs discrédités par leur impuissance. De la même façon, les personnes vivant des revenus d'un petit capital – rentiers, pensionnés, veuves de guerre –, qui avaient été les principales victimes de l'hyperinflation des années 1920, font bon accueil, en particulier lors des élections de 1932, à un parti qui a mené une campagne appuyée en leur faveur.

Les nouvelles classes moyennes (salariés du secteur public et privé) fournissent elles aussi au parti nazi un fort contingent d'électeurs, même s'il a été surestimé, celui des employés surtout, dont rien ne montre qu'ils aient rallié massivement Hitler en 1931-1932. D'un autre côté, le soutien des fonctionnaires a été plutôt méconnu – un soutien que les nazis ont acquis en condamnant la

politique gouvernementale déflationniste et en exaltant la tradition du service public autoritaire de l'époque impériale. Bénéficiant de la sécurité de l'emploi, d'un niveau d'instruction relativement élevé, et surtout d'un prestige social plus marqué que dans d'autres pays, les fonctionnaires font la transition avec les classes supérieures, dont la contribution à la vague brune a été très rarement évoquée. Or il est aujourd'hui avéré que, dans les grandes villes au moins, les nazis obtiennent des scores supérieurs à la moyenne dans les quartiers résidentiels¹⁶. On rappellera, dans le même sens, que l'organisation des étudiants nazis conquiert la majorité dans les élections universitaires dès le début des années 1930.

Quant aux ouvriers, qui furent courtisés avec une belle constance, ils fournissent un soutien loin d'être négligeable. Non pas tant d'ailleurs les ouvriers de la grande industrie, restés en majorité attachés aux organisations traditionnelles de la classe ouvrière, que ceux de la petite production, notamment de la production artisanale. C'est dans ce milieu – qui forme un bon tiers de la classe ouvrière allemande – que les nazis semblent avoir trouvé un nombre substantiel d'électeurs, en particulier en juillet 1932. On notera que cette fraction de l'électorat semble aussi avoir été particulièrement instable ; le recul de 2 millions de voix subi par les nazis entre l'élection de juillet et celle de novembre 1932 serait largement dû à sa défection. Dans l'ensemble, si les ouvriers étaient manifestement sous-représentés dans l'électorat nazi par rapport à leur poids dans la société allemande, il faut souligner qu'ils ont tout de même apporté au parti de Hitler entre le tiers et le cinquième de ses voix.

Ce tour d'horizon ne serait pas complet sans mention de l'électorat féminin appelé à l'existence par la Constitution de Weimar en 1919. Tournées vers les partis conservateurs, les femmes ignorent l'extrême droite pendant les années 1920. À partir de 1930, elles tendent de plus en plus à voter nazi, dans la même proportion que les hommes, contribuant ainsi à accélérer l'ascension hitlérienne. Ce changement est largement dû à une propagande qui, sous la direction avisée de Goebbels, fait passer au premier plan un discours traditionnel nourri de références aux valeurs chrétiennes et met une

sourdine au racisme et à l'antisémitisme, à tout ce qui a valu aux nazis leur réputation sulfureuse de néo-paganisme.

Le parti nazi connu, lui aussi, à partir de 1930, une croissance rapide, mais dans des proportions bien moindres. De 79 000 au début de 1929, ses adhérents passent à 130 000 en septembre 1930, à 850 000 en janvier 1933. Avec les électeurs, ils ont en commun une grande instabilité : 40 % environ des inscrits de 1930 ne sont plus dans le parti au moment de l'arrivée au pouvoir de Hitler. Ils montrent par ailleurs un caractère composite également marqué, notamment pour ce qui est de la composition sociale, étonnamment diverse d'une région à une autre, et même d'une localité à l'autre, ce que gomment les statistiques au niveau national.

On dispose aujourd'hui d'une vision plus précise de la structure socioprofessionnelle des partisans de Hitler¹⁷. Si l'on examine le profil des nouveaux adhérents entre 1930 et 1932, il apparaît que les classes moyennes y ont la prépondérance numérique, formant un peu plus de la moitié du contingent (54,9 % par rapport à 42,6 % dans la population active). Par ordre d'importance de surreprésentation, on trouve les commerçants, les paysans, les artisans, les petits fonctionnaires et les employés. Quant aux ouvriers, ou plus exactement les travailleurs manuels salariés, ils sont sous-représentés (35,9 % contre 54,5 %). Il s'agit, ici encore, plutôt d'ouvriers résidant à la campagne ou dans de petites villes, parfois résidant à la campagne et se rendant en ville pour y travailler.

L'élite (par ordre de surreprésentation, les étudiants, les propriétaires d'entreprises, les professions libérales, les hauts fonctionnaires et les managers) voit sa part grandir nettement après 1930. À l'évidence, aux yeux d'une fraction appréciable des possédants, Hitler est apparu comme un rempart de l'ordre et de la propriété, malgré les réserves que pouvaient inspirer par ailleurs le caractère plébéen de son mouvement et certains aspects de son programme. En 1932, l'élite représente 9,2 % des nouveaux adhérents contre 2,8 % dans la population active.

On voit que cette surreprésentation est beaucoup plus importante que celle des classes moyennes ; pourtant, nul n'a jamais présenté le parti nazi comme un parti de la classe supérieure. En réalité, les classes moyennes ne sont pas surreprésentées de façon particulièrement forte, et si elles forment un peu plus de la moitié des effectifs, il reste à tenir compte de l'autre petite moitié, où les ouvriers pèsent d'un poids substantiel. La situation est, il est vrai, assez différente au niveau des cadres du parti, d'où sont pratiquement absents les ouvriers, tandis que les employés et les fonctionnaires se taillent la part du lion ; mais le phénomène n'est pas propre au parti nazi.

L'élément ouvrier apparaît d'autant moins négligeable qu'on prend en considération la composition des filiales du NSDAP. Ainsi les Jeunesses hitlériennes – Hitlerjugend, qui comptent 55 000 membres en 1933 – aurait été composée à 65-70 % d'ouvriers.

De même la SA, qui constituait la milice du parti, était formée en majorité d'ouvriers, les classes moyennes y étant faiblement représentées et les classes supérieures quasiment pas¹⁸. Ce qui ne saurait surprendre, la SA étant largement le produit du chômage et de la pauvreté urbaine, le refuge de laissés-pour-compte qui trouvaient une raison d'être dans la vie de bande et les affrontements de rue. Rien d'étonnant à ce qu'elle se caractérise par deux traits avérés également pour le parti, la masculinité et la jeunesse.

Les femmes n'avaient aucune place dans une milice, et dans le parti elles formaient 8 % des effectifs entre 1930 et 1933. Quant à l'âge, le parti nazi, à la différence probablement de son électorat, montre un profil démographique plus jeune que la population allemande. L'âge moyen des nouveaux adhérents entre 1925 et 1932 se situe à trente et un ans ; ce qui le distingue notablement du SPD par exemple, mais l'apparente au parti communiste.

Après son accession au pouvoir, le mouvement nazi connaît de nouvelles transformations. Durant les premiers mois du gouvernement de Hitler, les demandes d'adhésion affluent en nombre tel que le cap des 2,5 millions d'adhérents est atteint en mai 1933, amenant les

dirigeants nazis à clore les inscriptions. Les listes furent réouvertes dans une mesure limitée en 1935-1936, sans restrictions pendant l'année 1937, puis entre 1939 et 1942 ; dans les intervalles, l'entrée au parti se fit par l'intermédiaire de la Hitlerjugend. La croissance des effectifs n'en fut pas freinée, au contraire, puisque le NSDAP comptait 5 millions de membres en 1939 et plus de 8 millions en 1945, sans même prendre en compte les effectifs par millions de ses multiples filiales. Dans ce parti de masse, la part des femmes augmente à présent considérablement ; en 1942-1944, elles constituent environ 35 % des effectifs.

En même temps, la composition sociale évolue dans une certaine mesure. Parmi les nouveaux adhérents, si la part des classes moyennes ne change pas de façon significative, celle des ouvriers augmente nettement jusqu'à atteindre 42,6 % en 1942-1944. Corrélativement, la part de l'élite baisse de façon très marquée ; alors qu'en 1933 elle a fait un nouveau bond en avant (de 9,2 % à 12,2 %), elle baisse ensuite continûment (8 % en 1937, 6,3 % en 1939), pour chuter à 2,7 % pendant la deuxième moitié de la guerre. Tandis que le soutien des classes supérieures s'effrite en proportion des contraintes économiques et des risques de catastrophe nationale qu'entraîne la politique du régime, les ouvriers vont faire preuve de plus de patriotisme encore que pendant la Première Guerre mondiale.

Au total, qu'il s'agisse de ses électeurs ou de ses adhérents, le mouvement nazi apparaît d'une composition à la fois plus changeante et moins étroite qu'on ne le dit volontiers. Le définir comme un mouvement des classes moyennes, c'est non seulement ne pas faire justice au large éventail social qui le compose, mais c'est encore accorder une part indue au facteur socio-économique pour expliquer un phénomène aux ressorts autrement complexes. Au ressentiment social d'artisans et de commerçants menacés par la production de masse et les grands magasins, s'ajouta le ressentiment politique d'une partie de la population, notamment les élites, qui regardaient avec nostalgie vers une époque impériale idéalisée.

Mais, à côté de ces dispositions de longue durée, d'autres sources, plus immédiates, vinrent grossir la vague nazie, comme la protestation émotionnelle de gens mis à rude épreuve par les ébranlements de l'après-guerre et de la grande crise, et par le déboussollement d'une partie des jeunes générations victimes de ruptures dans leur socialisation

Même s'il n'a pas été en mesure d'éliminer les clivages traditionnels de la société allemande, le parti nazi a réussi à les transcender dans une large mesure et à devenir du même coup le premier grand parti national depuis l'unification : un rassemblement qui, pour le malheur de l'Allemagne, n'était que le front du refus, de la réaction, de la revanche et de la fuite en avant.

Notes

12. L'expression est du sociologue Theodor Geiger. Cf. son article « Panik im Mittelstand », *Die Arbeit* 7, 1930, pp. 637-659.

13. Cf. Seymour M. Lipset, « Fascism – Left, Right and Center », *Political Man. The Social Bases of Politics*, New York, Doubleday, 1960.

14. Cf. Jürgen W. Falter, « Die Wähler der NSDAP 1928-1933 : Sozialstruktur und parteipolitische Herkunft », *Die national-sozialistische Machtergreifung*, Wolfgang Michalka (dir.), Paderborn, Schöningh, 1984, pp. 47-59.

15. Cf. Thomas Childers, *The Nazi Voter. The Social Foundations of Fascism in Germany, 1919-1933*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1983.

16. Richard F. Hamilton, *The Social Basis of European Fascist Movements*, Detlef Mühlberger (dir.), Londres, Croom Helm, 1987.

17. Cf. Michael Kater, *The Nazi Party. A Social Profile of Members and Leaders, 1919-1945*, Londres, Basil Blackwell, 1983 ; ainsi que Detlef Mühlberger.

18. Cf. Conan Fischer, *Stormtroopers. A Social, Economic and Ideological Analysis, 1929-1935*, Londres, Allen and Unwin, 1983.